

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

# INFORMATIONS OUVRIÈRES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT POI

n° 633

semaine du  
3 au 9  
décembre  
2020



Site : [infos-ouvrieres.fr](http://infos-ouvrieres.fr) / mail : [informations-ouvrieres@fr.oleane.com](mailto:informations-ouvrieres@fr.oleane.com)

**D**es centaines de milliers de jeunes, de travailleurs, ont fait irruption en manifestation dans tout le pays contre le gouvernement Macron.

En haut lieu, c'est la crise totale. Ils paniquent, ils naviguent à vue en tentant de continuer leur politique massivement rejetée. Ils manœuvrent pour passer en force leur loi de « sécurité globale », en « réécrivant » l'article 24.

C'est toute la loi qui doit être retirée !

Avec leur état d'urgence, avec leur confinement, avec leurs mesures liberticides dignes d'un régime totalitaire, ils veulent nous faire taire pour continuer d'avancer malgré tout.

Tout en ayant menti sur les masques, puis sur les tests, ils continuent d'étrangler les hôpitaux (ils ont déjà fermé 7 500 lits en 2018 et 2019, et ça n'arrête pas !), tentant d'étouffer cette politique criminelle sous le confinement.

Ils veulent appliquer leur loi LPR contre la recherche publique, contre les universités, qu'ils ont carrément décidé de fermer pendant des mois. Cette même loi qui punit jusqu'à trois ans de prison et 45 000 euros d'amende les occupations d'universités par les étudiants et les personnels.

Ils voudraient remettre sur le tapis, sans trop savoir comment y parvenir, leur « réforme » des retraites combattue pendant des semaines par des grèves massives, il y a tout juste un an. Comme l'avait dit Castex à l'université d'été du Medef, en août dernier, la crise est pour eux une « opportunité ». C'est « Black Friday » tous les jours pour le capital financier : arrosés de 450 milliards d'euros de fonds publics par ce gouvernement, les patrons ont déjà supprimé sept cent mille emplois depuis mars par des plans conçus bien souvent avant même le début de l'épidémie (Nokia, Auchan, Sanofi, etc.) ; ils utilisent à plein les ordonnances prises par le gouvernement contre le Code du travail pour imposer une déréglementation inouïe.

Dans bien des entreprises, c'est ça ou la porte ! Des centaines de milliers d'intérimaires, de précaires, souvent des jeunes, ont tout perdu. Un million de personnes supplémentaires vont passer sous le seuil de pauvreté d'ici à la fin de l'année.

Les manifestations massives depuis deux semaines expriment la révolte énorme chez les travailleurs, dans la jeunesse, la population qui n'en peuvent plus, qui veulent qu'ils dégagent, qu'ils dégagent tous !



Paris, 28 novembre, place de la République, alors que la manifestation vers Bastille a déjà commencé.

À lire dans *Informations ouvrières*

Page 3



Extrait d'un communiqué du LKP  
(Guadeloupe), le 28 novembre 2020

## Agression du « producteur » : un acte raciste

« **P**roducteur tabassé », c'est par cette agglomération de mots que politiques et journalistes se sont mis d'accord pour tenter de camoufler un acte raciste, une véritable tentative de meurtre raciste dont a été victime un homme noir originaire de la Martinique.

(...) Et par un subtil tour de passe-passe linguistique, Michel Zecler n'est pas *homme noir* mais un *producteur*. (...) Il faudrait que très rapidement l'Académie française et l'Académie de médecine nous trouvent un mot nouveau pour qualifier la haine des producteurs, du style « producteur-phobie ».

(...) Ces éléments de langage révèlent une classe politique, des médias et un gouvernement aussi racistes que ces quatre policiers. Et cette attitude reflète bien cet esprit « républicain » qui consiste à trouver des bienfaits à la colonisation et à l'esclavage (...) »

## un virus dangereux... mais pas pour tout le monde !



DR

**S**elon l'Institute for Policy Studies, qui a analysé la fortune des 650 personnes les plus riches des États-Unis entre le 18 mars et le 24 novembre 2020, 29 milliardaires ont vu leur richesse doubler depuis le mois de mars.

Selon les auteurs du rapport, cette hausse semble directement liée à la pandémie. C'est notamment le cas pour Jeff Bezos, le patron d'Amazon, qui a vu sa fortune augmenter de près de 70 milliards de dollars entre mars et novembre (...).

## « Sécurité globale » : il n'y pas que l'article 24

Il n'y a pas que l'article 24 (sur l'interdiction de fait de filmer policiers et gendarmes lors des manifestations) dans la proposition de loi « relative à la sécurité globale ». Dans son avis rendu public le 26 novembre, la CNCDH « s'inquiète plus fondamentalement de la promotion, à travers ce texte, d'un modèle de société axé sur la surveillance des individus, très éloigné des valeurs garanties par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 ».

Voici deux autres dispositions de la proposition de loi, dénoncées dans l'avis de la CNCDH, dont nous publions des extraits. Il y en a d'autres. Par exemple.

■ Article 22 : généralisation des drones de surveillance

■ Articles 1<sup>er</sup>, 2 et 3 : extension des prérogatives des polices municipales

## ■ BORDEAUX : TRIBUNE-PÉTITION LANCÉE PAR UNE CENTAINE D'ÉTUDIANTS ET D'ENSEIGNANTS DE LA RÉGION (EXTRAITS)

### « Pour la réouverture immédiate des universités »

« **A** lors qu'on annonce la réouverture des commerces et des lieux de culte, et dans quinze jours celle des théâtres et des cinémas, nous ne saurions accepter que l'Université continue (...) de fermer ses portes (...). La perspective d'une hypothétique reprise des cours dans deux mois et demi, après tous les autres secteurs de la société (...), nous apparaît plutôt comme une marque de mépris. (...)

Le gouvernement vient de faire passer

en force et de manière déloyale une prétendue "loi de programmation de la recherche" (LPR), qui prive de toute perspective d'avenir l'immense majorité des jeunes chercheurs, tout en livrant la recherche scientifique aux forces dominantes du monde économique et du pouvoir politique. (...)

Au moment où toute la société se mobilise pour défendre l'éducation, la liberté d'expression et le projet républicain, nous appelons l'ensemble des citoyens (...) à signer cette tribune (...). »



## Samedi 21 novembre Convention nationale des délégués des Comités

Extraits des interventions entendues lors de la convention.

### « La lutte légitime pour le déconfinement a commencé et doit s'organiser »

■ Anthony, Gilet jaune, comité de résistance et de reconquête de Versailles-Rambouillet (78)

## JE M'ABONNE À **INFORMATIONS OUVRIÈRES**

Par prélèvement mensuel : 5,80 euros

Pour consulter l'édition numérique d'IO (offre réservée aux abonnés par prélèvement mensuel), indiquez LISIBLEMENT votre adresse e-mail en CAPITALES .....@.....



5 numéros "découverte" : 7 euros

Nom : ..... Prénom : .....

N° : ..... Nom de la voie : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Bulletin à renvoyer à : Informations ouvrières, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016, 75479 Paris Cedex 10.  
Chèque à l'ordre d'Informations ouvrières.